N° 33. Deuxième Année — 27 Juin 1908

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI — HUIT PAGES — LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e^, de 5 h. à 7 h. | ABONNEMENTS : Trois mois 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr. ETRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

SOMMAIRE

Les Documents du Progrès. — La Rédaction.
A Toulouse. — Bracke.
Capitalisme et Production. — René Cabannes.
Le XIX^e^ Congrès International des Mineurs. — Ch. Rappoport.
Robert Owen. — Ch. Bonnier.
Au Jour le Jour. — Paul Grados.
La Guerre et la Paix. — Ch. Dumas.
Précisons. — H. Corgeron.
La Société Collectiviste (bibliographie). — P.-M. A.
L'Élection du Nord. — Ch. D.
L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.
La Presse socialiste.
Feuilleton : Délibérations de la Commission des Syndicats au Congrès international de Stuttgart.

LES DOCVMENTS DV PROGRÈS

REVUE INTERNATIONALE

En vertu d'un traité passé le 22 juin 1908 entre :

D'une part, les citoyens Marius André, Bracke, G. Delory, E. Fortin et la citoyenne Angèle Roussel, formant un comité de rédaction ;

Et, *d'autre part*, le docteur Broda, directeur de la revue internationale *Les Documents du Progrès*, paraissant mensuellement, à Paris (édition française), à Berlin (édition allemande) et à Londres (édition anglaise) ;

Il a été convenu qu'à partir du 1^er^ août 1908, une rubrique " Le Mouvement Ouvrier International " sera créée dans *Les Documents du Progrès* et sera rédigée exclusivement sous la direction du comité ci-dessus formé, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Le comité de rédaction de la rubrique " Le Mouvement Ouvrier International " n'assumera aucune responsabilité concernant la collaboration aux autres rubriques de la revue *Les Documents du Progrès*, le docteur Broda conservant le libre choix des collaborateurs de cette revue, sous réserve toutefois que cette collaboration sera éclectique et que ladite revue ne sera pas l'organe d'un parti politique quelconque pendant toute la durée du traité sus-visé.

Nous donnons plus loin le sommaire d'un certain nombre de numéros de la revue *Les Documents du Progrès*, afin qu'on puisse se rendre compte du caractère de cette revue.

Aux études et articles du même genre, que *Les Documents du Progrès* continueront à publier, s'ajouteront les études et articles signés des écrivains du socialisme international.

Quant à la rubrique " Le Mouvement Ouvrier International " qui occupera dix à douze pages *au moins* de la revue *Les Documents du Progrès*, elle sera assurée avec la collaboration française des militants du Parti socialiste, des Syndicats et des Coopératives susceptibles de nous fournir des documents intéressant le monde du travail et que nous accueillerons sans parti pris pourvu qu'ils apportent une contribution aux données du socialisme scientifique.

Nous publierons prochainement la liste des correspondants pour l'Extérieur du " Mouvement Ouvrier International " de la revue *Les Documents du Progrès*.

Le prix d'un numéro de cette revue est de 1 franc (environ 100, pages in-4°).

Les abonnements sont de 10 francs par an pour la France et de 12 francs par an pour l'Etranger.

Par application d'une des dispositions du traité susvisé, les abonnés et lecteurs du *Socialisme* bénéficieront d'un tarif réduit, soit :

8 francs par an pour la France.
10 — — — l'Etranger.

pour leur abonnement aux *Documents du Progrès* à condition d'adresser le montant de cet abonnement à l'Administrateur du *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris (6^e^), avant le 1^er^ octobre prochain.

Les abonnements adressés directement aux *Documents du Progrès* ne jouiront d'aucune réduction.

Nous enverrons un exemplaire spécimen gratuit des *Documents du Progrès* à ceux de nos lecteurs et abonnés qui nous en feront la demande.

Nous engageons nos amis à nous faire parvenir au plus tôt le montant de leur abonnement annuel aux *Documents du Progrès* et à recueillir des abonnements pour cette revue internationale qui est appelée à compléter l'œuvre de notre hebdomadaire *Le Socialisme* sans faire aucunement double emploi avec celui-ci.

Le traité que nous avons passé nous assure la possibilité d'accroître, au fur et à mesure du nombre des abonnés que nous recueillerons, la place qui sera donnée dans *Les Documents du Progrès* à la rubrique " Le Mouvement Ouvrier International " et à la collaboration du socialisme international.

Il importe donc que tous nos amis, en profitant de l'abonnement à prix réduit que nous leur procurons, s'assurent le moyen d'avoir, à côté de l'organe d'éducation et de propagande, sur les questions à l'ordre du jour, qu'est *Le Socialisme*, une revue du mouvement ouvrier des deux mondes que ne peut donner notre hebdomadaire.

Les Documents du Progrès étudieront les efforts accomplis partout par les prolétaires pour remplir leur rôle historique ; ils apporteront une égale attention aux diverses formes de la lutte ouvrière, tant dans nos pays d'Europe qu'au Japon, en Chine, dans l'Inde, où commence à se dessiner le mouvement de libération de l'humanité ; ils signaleront toutes les expériences, toutes les victoires, toutes les espérances du socialisme dans les contrées proches ou lointaines et ils contribueront ainsi à renforcer la confiance qu'ont nos militants dans la prochaine émancipation de leur classe.

LE COMITÉ DE RÉDACTION.

A TOULOUSE

On peut dire que l'ordre du jour du Congrès national de Toulouse, fixé par le dernier Conseil national, porte comme première question la discussion de toute la tactique du Parti.

C'est en effet l' « Action socialiste sous ses diverses formes » que le Conseil national a résolu de mettre en tête des débats.

Heureuse solution d'une difficulté née des conditions de combat de ces dernières années. Les conséquences en seront certainement heureuses.

Car, mis en face d'une définition exacte et précise de son action à porter sur tous les terrains, le Parti, dans son Congrès, ne pourra manquer de se décider pour serrer autant que possible les rangs du prolétariat organisé en parti de classe, pour couper, par conséquent, tous les liens usés qui peuvent le rattacher encore partiellement aux partis bourgeois, pour le distinguer pleinement de tout ce qui n'est pas lui, le « gouvernementalisme » comme l'anarchie.

Depuis l'unité, en effet, et surtout au cours des mois écoulés depuis le Congrès de Nancy, c'est de tous les côtés que s'est manifesté, dans le Parti, le besoin de porter la clarté dans les diverses confusions qui menacent de rompre constamment la cohérence de son action.

D'un côté, la conception qui fait du Parti une simple avant-garde de la démocratie parlementaire, se repliant au besoin sur le gros des bataillons radicaux, avec les habitudes non encore détruites de l'ancien ministérialisme, pourtant condamné.

De l'autre côté, les déviations anarchiques détournant le prolétariat tantôt sur un point, tantôt sur un autre, de son opposition d'ensemble à l'Etat bourgeois, niant successivement l'efficacité des formes de la lutte politique imposées par la constitution de cet Etat, lutte parlementaire, lutte électorale, etc.

Deux écueils qui ne sont situés ni à droite, ni à gauche, mais, l'un et l'autre, en face, risquant de briser à chaque instant la marche en avant de la classe ouvrière.

Ainsi ont surgi, de tous les points du territoire socialiste, les propositions diverses qui réclamaient des précisions chacune sur un fragment de l'action socialiste totale.

Le Conseil national a bien vu qu'elles ne pouvaient donner lieu qu'à des débats mutilés et sans portée si elles n'étaient rattachées à une grande discussion d'ensemble. D'après sa décision, elles ne figureront à l'ordre du jour que comme par-

ties d'un tout, que comme indications des points sur lesquels il s'est produit, dans telle ou telle fédération, le besoin d'une clarté plus satisfaisante.

On peut prendre comme exemple la question apportée par la Fédération des Ardennes.

Elle porte à la fois sur l'action électorale et sur l'action parlementaire.

Nos camarades des Ardennes se trouvent, en effet, en présence de membres se réclamant du Parti, qui non seulement dédaignent l'action électorale, mais même combattent toute participation des socialistes aux élections.

Ils demandent si l'on peut appartenir au Parti quand on se refuse à une des formes d'action qu'il a toujours menées.

Ils veulent, d'autre part, remettre en question la possibilité pour les élus socialistes à la Chambre de voter l'ensemble du budget présenté par le gouvernement bourgeois.

Nous comprenons parfaitement l'état d'esprit des camarades ardennais.

Mais il est bien évident que, sous la forme choisie par eux, leur question était de celles qu'à aucun prix le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) formé au Congrès de Paris en 1905, ne saurait accepter de mettre en discussion sans risquer de saper les bases mêmes sur lesquelles s'est constituée l'unité socialiste.

C'est, en effet, en s'appuyant sur les résolutions fondamentales des Congrès internationaux que le Parti a décidé de s'organiser conformément à une Déclaration commune.

En entrant dans le Parti, on accepte les termes et l'esprit de cette Déclaration, en ce qui touche les bases de l'action socialiste.

Or, la lutte politique, sous la forme de bataille électorale notamment, est au nombre des conditions posées pour l'entrée aux Congrès internationaux. Un parti qui la rejetterait se mettrait lui-même en dehors de l'Internationale.

Ce n'est donc pas là-dessus que pourrait porter un débat.

J'ajouterai qu'une question comme celle des Ardennes semble comporter une motion d'exclusion, tout à fait superflue si le Parti sait ce qu'il veut.

De même, l'opposition au budget n'est qu'un des points fixés par la résolution du Congrès international d'Amsterdam, auteur définif de l'unité socialiste de France.

Voilà pourquoi le Conseil national a sagement jugé que la question des Ardennes ne pouvait avoir de portée utile que si on la rattache à la définition de l'action socialiste envisagée comme un tout.

Les précisions réclamées par nos camarades, ils les auront.

Ils apporteront dans les débats leurs doutes et leurs difficultés. Le Parti les solutionnera en déterminant exactement et les raisons et les formes de chacun de ses éléments d'action. Il en donnera la signification et la place dans la besogne totale.

Chacun saura alors où il doit être, dans le Parti, ou à côté, ou contre.

BRACKE.

CAPITALISME & PRODUCTION

Dans la société capitaliste, le travail doit revêtir la forme sociale ou parcellaire : forme sociale sous l'aspect de l'effort individuel du producteur indépendant ; forme parcellaire en tant qu'il devient le produit d'une division organisée des besognes et des aptitudes au sein de la manufacture.

Le producteur indépendant transforme son produit en marchandise par le fait qu'il le vend sur le marché ; l'ouvrier parcellaire, lui, n'a aucun droit de spéculation sur le résultat de ses efforts. Sa partie de métier ne lui permet de créer que des choses inachevées, des commencements de marchandises.

Marx nous fait observer que la vente et l'achat constituent le trait d'union entre le produit des travaux indépendants, que c'est par là qu'ils se distinguent. Tandis que *le rapport d'ensemble des travaux partiels de la manufacture a pour condition la vente des différentes forces de travail au même capitaliste qui les emploie comme force de travail collective.* Dans les deux cas, le corps de la marchandise, en tant que produit total, est le résumé vivant d'une foule d'efforts et de métiers différents.

Aujourd'hui, il y a opposition entre ces deux genres de travail. La division sociale est l'œuvre surtout des sociétés anciennes du moyen-âge ; la production parcellaire est bien la création de la production capitaliste.

Jadis, à côté du fonds commun de propriété dont les revenus avaient pour charge de subvenir aux besoins sociaux de la collectivité, existaient, organisés légalement, les fonctions et les métiers autonomes. Leur tournure officielle exigeait de leur part un souci réel de prévoyance, l'obligation d'une réglementation intérieure de l'effort.

De nos temps, l'effort de l'ouvrier en boutique correspond bien à un besoin social déterminé, mais l'entreprise capitaliste se substitue à lui pour le satisfaire. Sur le marché elle l'accapare où il s'affirme ; par la variété de ses modèles elle le crée, dans l'esprit de l'acheteur, là où l'argent peut accompagner le désir.

A son service, elle possède un prolétariat expérimenté par la répétition méthodique et régulière des besognes, des instruments perfectionnés et rapides. La mise en activité de cette main-d'œuvre mécanique et humaine, augmente la quantité du produit et diminue la durée de temps employée pour sa fabrication. Ce double résultat suffit pour lui assurer une victoire générale sur tous les marchés.

Le producteur autonome ne peut rien contre la domination de la manufacture. Il ne peut sauver dans sa production que ce qu'il consomme. Cela représente le salaire que le capital accorde à l'ouvrier parcellaire, rien de plus. Les libertés de paiement qu'il donne à sa clientèle et qu'il a déjà reçues de la part du capital, lui ont permis de durer. Que demain, tous les Louvres ou non-Louvres de province deviennent maison de crédit et les producteurs autonomes, bloqués dans leur dernier retranchement, auront vécu.

René CABANNES.

LE XIXe CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINEURS

La corporation des mineurs est de toutes les corporations la mieux organisée nationalement et internationalement. Sur deux millions de mineurs de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, un million environ sont organisés. Sous bien des rapports les mineurs sont les parias de l'exploitation capitaliste, les plus exploités, les plus exposés aux maladies et à la mort. Ce n'est pas sans raison que l'on employait jadis dans les mines des esclaves ou des criminels. C'est peut-être parce que ces forçats du sous-sol ont connu les plus terribles misères qu'ils ont été amenés à apprécier toute amélioration, si minime qu'elle ait été. Les mineurs sont généralement des syndicalistes réformistes de bon aloi.

J'appelle un réformiste de bon aloi celui qui ne sacrifie à la nécessité d'amélioration partielle, ni sa dignité d'homme, ni son indépendance de classe — dans les mains d'un gouvernement ou d'un parti politique bourgeois. Bien que sur 75 délégués anglais, il n'y en ait eu que 15 nettement socialistes, les anglais, par leur importance numérique et par les forces qu'ils représentaient, « dominaient » le Congrès, ce qui n'est pas indifférent à l'heure où la corporation minière anglaise vient d'adhérer, à la suite d'un referendum, au Parti Ouvrier et au principe de la représentation parlementaire indépendante des partis bourgeois.

L'aspect du Congrès qui a siégé dans les salons du Café du Globe du 8 au 13 juin était curieux. On aurait dit, en observant surtout les anglais, une assemblée d'hommes d'Etat, sages et pondérés. Nul cri, nul désordre. Une discussion grave et calme.

De déclamations, point. C'était à rendre fou — ce qui n'est pas chose facile — un partisan de l'action dite directe qui prend l'esclandre pour l'action. Des discours brefs et substantiels. Sur chaque question, chaque nation ne prenait la parole qu'une fois. Presque toutes les résolutions ont été prises à l'unanimité, sauf celle relative à l'interdiction du travail des enfants, pour laquelle les anglais déclaraient n'avoir pas de mandat.

A l'ordre du jour du Congrès figuraient les questions suivantes :

1° Réduction de la durée des heures de travail ;
2° Minimum de salaire ;
3° Réglementation de la production du charbon ;
4° Lois réglementant les mines ;
5° Emploi des enfants ;
6° Travail des femmes ;
7° Nationalisation des mines ;
8° Pensions de retraites ;
9° Indemnités aux ouvriers victimes d'accidents ;
10° Les inspecteurs ouvriers ;
11° La paix et la guerre ;
12° Etablissement des vacances annuelles ;
13° Une fête internationale pour les mineurs ;
14° Elections législatives.

Malgré le grand nombre et l'importance des questions, l'ordre du jour — sans séances supplémentaires et surmenage — fut complètement épuisé et, ce qui est plus, aucune question n'a été « bâclée » comme cela arrive fréquemment aux ouvriers et socialistes — faute de temps et d'une bonne méthode de travail.

La première séance fut consacrée aux discours de bienvenue. Discours d'usage, d'une banalité presqu'obligatoire. Néanmoins, les délégués allemands, autrichiens et belges ont trouvé le moyen d'y placer quelques renseignements ou indications utiles. Le délégué allemand constatait avec joie la victoire des socialistes aux élections du Landtagh tout en déplorant que pas un mineur n'ait pu forcer les portes de cette Chambre réactionnaire dont dépend, en partie, le sort des mineurs. En revanche, les voix des mineurs ont décuplé malgré la publicité du vote. Le délégué autrichien triomphait de l'élection de 87 socialistes au Reichsrat — Chambre des Députés en Autriche. — Rien ne prouve le progrès du prolétariat minier dans ce pays autant que le fait suivant raconté par ce délégué, député lui-même. En 1892, on dût faire *secrètement* une quête pour couvrir ses frais de voyage au Congrès des mineurs qui se tint à Londres.

Le délégué belge annonçait au Congrès l'entrée de 5 députés mineurs à la Chambre belge, le 24 mai.

Un confrère français, socialiste-anarchisant, dernier bateau, se trouvant à côté de moi, était exaspéré de cet étalage de succès électoraux par des représentants authentiques du prolétariat. Le Congrès, par contre, applaudissait de tout cœur à ces victoires ouvrières dûrement acquises. On ne saurait jamais contenter tout le monde.

Ainsi s'est passée la première séance du Congrès.

CH. RAPPOPORT.

PETITS PROFITS CAPITALISTES

L'Assemblée générale des actionnaires du Canal de Suez a eu lieu le 2 juin 1908 sous la présidence du prince d'Aremberg. Dans le rapport qui lui a été soumis nous trouvons les renseignements suivants :

Recettes totales de 1907 : 120.118.522 francs, Dépenses : 43.642.494 francs. Excédent des recettes : 76,476.026 francs.

La répartition du bénéfice porte à 126 fr. 71 le dividende revenant à chaque action. Ce dividende, augmenté d'un intérêt de 25 francs, représente un revenu brut de 151 fr. 71.

ROBERT OWEN

Il est bon que le Parti socialiste salue ses grands morts, ceux qui occupent, dans son calendrier, dans son martyrologe plutôt, une place prédominante.

Il y a quelques mois, on célébrait l'anniversaire de Marx; aujourd'hui c'est le cinquantenaire de Richard Owen que le prolétariat anglais vient de commémorer à Lanark.

Robert Owen fut non seulement le pionnier de la coopération ouvrière mais aussi du mouvement socialiste en Angleterre.

Comme le remarquait un journal cité par Marx : « Les expériences faites à Rochdale ont prouvé que des associations d'ouvriers pouvaient administrer des boutiques, des fabriques et presque toutes les formes d'industrie avec succès, mais — et c'est là leur faute — ils n'y ont donné aucune place aux capitalistes ». C'est ce qui fait que Robert Owen, après avoir été fêté par la bourgeoisie, félicité et visité par des rois, des empereurs et des tzars, a été finalement mis à l'index par la société bourgeoise de son temps, qui prévoyait que la coopération ouvrière devait fatalement aboutir au socialisme.

Le point le plus important de la doctrine de Robert Owen, doctrine qu'il a démontrée par son expérience, était que le capitaliste n'avait ou ne devait avoir aucune place dans la direction même de la société ouvrière. Comme Marx le remarque, le capitaliste était ainsi dépossédé de sa fonction de directeur de l'industrie : « Car le capitaliste n'est pas capitaliste parce qu'il est directeur d'industrie, mais directeur et tyran de l'industrie, parce qu'il est capitaliste... Le commandement supérieur dans l'industrie est donné au capital, de même qu'à l'époque féodale, le grand propriétaire revendiquait la direction de la société dans la guerre et dans la justice (1).

Les premières expériences de Robert Owen avaient été couronnées de succès; mais la société bourgeoisie de son temps reconnut le danger qu'il y avait à éveiller l'esprit d'organisation et surtout d'indépendance dans la classe ouvrière, et il succomba à la coalition des intérêts en ligne contre lui et contre son œuvre. Il avait pourtant planté le premier jalon sur la route de l'émancipation et la classe ouvrière, en fêtant aujourd'hui sa mémoire, ne fait que payer une dette de reconnaissance au fondateur et à l'initiateur des coopératives.

Sans doute, les successeurs des pionniers de Rachdale ont pendant longtemps détourné la coopération de sa vraie voie ; ils ont essayé, avec la complicité de la bourgeoisie, de transformer les coopératives en société d'épargne et d'assurance, qui ne pouvaient ni ne voulaient se mêler de politique.

Aujourd'hui, en Angleterre, aussi bien qu'en Belgique et dans le Nord de la France, les coopératives sont des écoles d'organisation et de production, qui donnent une partie de leurs bénéfices à l'agitation socialiste. La pensée de Robert Owen est ainsi réalisée.

Le Congrès des coopératives qui vient d'avoir lieu à Newport donne des preuves éclatantes des progrès de la coopération en Angleterre. A côté des bénéfices très considérables faits par ces sociétés, et de l'accroissement du nombre de leurs membres (2 millions environ), ce qu'il nous faut noter surtout c'est que, dans ce Congrès, les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : « Le principe d'un minimum de salaire, de l'affranchissement des femmes et de la représentation au Parlement des coopérateurs ».

Le bataillon le plus solide, — mais aussi pendant longtemps le plus lent à se mouvoir et le plus timide — de l'armée ouvrière, se met en marche et se mobilise. C'est là un des événements les plus importants de ces derniers temps, et le plus grand tribut accordé par le prolétariat à celui qui l'a initié à la coopération et au socialisme, à Robert Owen, celui qui jadis saluait de tous ses vœux le mouvement chartiste.

Ch. BONNIER

(1) Das Kapital, t. I, p. 332.

Au Jour le Jour

Nos Annales.

C'est dimanche dernier qu'a été célébré, à Narbonne, l'anniversaire des journées où les manifestants du Midi viticole furent massacrés par la troupe et la police.

On se souvient que ce n'est pas la faute du gouvernement si les manifestations n'ont point dégénéré en une véritable guerre civile. Et la lugubre cérémonie commémorative à laquelle ont donné lieu les tueries gouvernementales vient s'ajouter à la liste déjà passablement longue des anniversaires de la Commune, de Fourmies, de Chalon, de Limoges, de Nantes, de Raon-l'Etape, etc., etc., conférant ainsi à notre République le record peu enviable des répressions sanglantes sur les dirigeants des autres pays d'Europe — la Russie exceptée.

La France n'est pas seulement la nation civilisée où la législation ouvrière est le plus en retard : elle est aussi celle où la force armée fait le plus de victimes en temps de paix.

Vie joyeuse.

La « grande victoire républicaine » des dernières élections a été fêtée comme il convient par un banquet de l'*Alliance républicaine démocratique*, vous savez bien, cette fameuse Alliance qui préconise la guerre sans merci contre nos candidatures !

On invita le président du conseil et son Barthou, qui se firent excuser. Toutefois, le premier se fit représenter par son Mandel, vous vous rappelez, ce Mandel qui se fit tirer les oreilles dans les couloirs du Palais-Bourbon !

Le Pichon des affaires marocaines était là. Et tout ce monde a toasté à coupes-que-veux-tu pour célébrer notre « défaite ».

C'est toujours autant de bon temps de pris... en attendant le déluge, comme on disait autrefois dans l'entourage de Louis XV.

L'occasion de se taire.

Quand le défenseur d'une mauvaise cause se trouve à bout d'arguments, il a recours aux injures. Témoin le Pichon qui, vendredi dernier, impuissant à répondre aux critiques de Jaurès, lui lançait l'interruption que l'on sait.

On ne réfléchit pas toujours en pareil cas. Autrement, le Ministre des Affaires étrangères aurait pu se souvenir que, par l'entremise de son propre département, la Chancellerie allemande fit jadis avertir Jaurès qu'on ne le laisserait pas donner une conférence à Berlin où l'appelaient nos camarades de la Social-Démocratie...

Ce qui est vrai, par exemple, c'est que dans son interpellation, dans ses efforts pour écarter toute possibilité et même tout prétexte de conflit entre les deux pays, Jaurès parlait au nom de l'Internationale Ouvrière — c'est-à-dire aussi bien au nom de l'Allemagne socialiste que du socialisme français.

Le Cosaque errant.

Voici maintenant que le bourreau de toutes les Russies s'avise d'aller faire un voyage en Autriche, soi-disant pour congratuler son cousin François-Joseph à l'occasion de la soixantième année de son règne.

Cette manie de déplacements n'indiquerait-elle pas plutôt que le Petit Père ne se sent plus du tout en sécurité parmi ses propres sujets, — et, d'autre part, que le besoin d'emprunts nouveaux se fait de plus en plus vivement sentir dans les finances impériales ?

Concert européen.

On lit dans le *Temps* du lundi 22 juin :

Le poste de gouverneur militaire spécial de Varsovie a été supprimé, l'ordre étant maintenant rétabli dans la ville.

On sait ce que les gouvernants entendent par « rétablir l'ordre », surtout quand cela se passe à Varsovie. Cela signifie qu'on ne trouve plus personne à passer par les armes.

— Dans le même numéro, le journal déjà nommé nous apprend que le ministre italien Giolitti, à la suite du coup de force tenté par ses sbires contre la Bourse du Travail de Parme, déclarait à son tour, aux applaudissements de la majorité bourgeoise :

« Le gouvernement est résolu à *maintenir l'ordre* par tous les moyens! »

C'est, en effet, le système qui prévaut partout.

Travail obligatoire.

Dans la Nouvelle-Guinée anglaise, le Parlement entend faire du travail une *obligation légale* aux indigènes qui ne possèdent rien et ne paient pas de contributions.

— A quoi bon, me direz-vous, puisque ces gens-là vivent tout de même ?

— Possible ; mais cette raison n'en est pas une pour les représentants politiques du capitalisme. Au contraire : le fait de vivre sans produire une plus-value appropriable par les exploiteurs du travail salarié, est considéré comme un délit — quand on n'est pas soi-même un exploiteur ; — la preuve, c'est que le projet élaboré déclare ce délit punissable de six mois de prison.

Les Papous prolétaires auront à choisir entre les *travaux forcés* dans les pénilenciers ou dans les bagnes industriels. C'est une façon comme une autre de les initier aux bienfaits de la civilisation.

Au pays des emprunts.

Des débats engagés à la Douma relativement aux dépenses militaires, il résulte qu'il faudrait une première dépense de plus de *deux milliards de roubles* pour réorganiser la « défense nationale ». C'est le ministre de la guerre lui-même qui a fourni les éléments du calcul.

Ah ça ! où diable est donc passé l'or français des multiples emprunts qu'on n'a pas cessé de nous infliger?... Il nous semblait pourtant, d'après la presse russophile, que c'était pour assurer à nos bons alliés une organisation militaire capable de rivaliser avec celle de la Triplice. Nos gogos nationaux vont sans doute la trouver plutôt mauvaise...

Et, que diraient ces braves gens, s'ils avaient entendu le leader des « octobristes » dénoncer les défectuosités matérielles et morales de l'armée russe, l'incurie de son administration, l'incapacité scandaleuse et l'irresponsabilité anarchique de son haut commandement?

Si jamais l'on affichait ce discours dans les 36.000 communes de France, le petit père Nicolas pourrait après ça revenir encore pour essayer de nous « taper » : il serait plus que sûr de *se taper* lui-même !

Représailles.

Partout où le bloc conservateur a réussi à déloger nos camarades des Hôtels de Ville, on révoque à tour de bras des ouvriers ou des employés municipaux *unifiés* ou simplement soupçonnés de l'être. Et, dans cette hétacombe de fonctionnaires mal pensants, c'est l'ex-socialiste Coutant qui détient le record.

Il ne suffit pas à nos adversaires de nous avoir vaincus : il faut encore qu'ils achèvent les blessés, qu'ils mutilent les cadavres...

Et ceux qui s'efforcent ainsi d'imiter les guerriers de certaines tribus sauvages sont les premiers à soutenir que le collectivisme serait le signal de massacres pareils à ceux qui suivirent la Restauration bourbonienne et la défaite des troupes communalistes!

Nous n'avons pas de leçons de générosité à recevoir d'individus aussi peu qualifiés pour nous en donner. Nous pouvons seulement affirmer qu'au jour de la Révolution libératrice, nous n'aurons recours aux moyens violents que dans la mesure où les résistances violentes en rendront l'usage inévitable.

Avis à qui de droit.

Paul GRADOS.

LA GUERRE ET LA PAIX

Ainsi qu'il convient, chaque année, quelques semaines avant la canicule, la situation extérieure se trouble. L'approche de cette période exceptionnelle agite sans doute les cerveaux des diplomates et, plus particulièrement, celui de l'Impérial névrosé de Berlin. Car c'est généralement à lui que nous devons le petit frisson qui, durant quelques jours, court sur l'Europe soudain éveillée et qui se demande avec quelque inquiétude si ce sera décidément pour cette fois.

Il est à croire que ce ne sera pas pour cette fois, non pas que la situation n'ait été quelque peu inquiétante, plus que le public en général ne se l'est imaginé, et qu'elle ne le soit encore, mais parce qu'il n'apparaît pas que les conditions économiques actuelles soient favorables à un conflit européen.

C'est là, et non pas dans n'importe quelle action parlementaire, si énergique et si méritoire soit-elle, que se trouve la solution du problème de la guerre ou de la paix.

La seule chose qu'il convienne de se demander est celle-ci : Quels intérêts peuvent actuellement souhaiter la guerre, quels intérêts réclament la paix et, des deux, lesquels représentent la plus grande force.

La France est profondément hostile à toute idée de guerre. Les financiers « marocains » qui la pourraient désirer ne semblent pas vouloir faire sur les champs de bataille européens une partie où ils pourraient tout gagner, sans doute, mais où, aussi, ils pourraient tout perdre. Ne leur est-il pas plus facile de composer avec les financiers allemands ou autres, et de faire à chacun une part honnête?

D'ailleurs, en France même, ils rencontrent des intérêts financiers adverses qui les contrebalancent (ceux des capitalistes engagés dans le transaharien et que M. Leroy-Beaulieu représente avec tant d'habileté).

On dit qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, l'Angleterre nous lâcherait. C'est une hypothèse absurde. Elle est la seule qui, à l'heure actuelle, ne risquerait rien à un conflit européen. Bien au contraire, une guerre lui permettrait de détruire la flotte de guerre et, surtout, la flotte commerciale allemandes. D'un seul coup et pour longtemps, quelle que soit l'issue de la lutte continentale, elle anéantirait sa rivale économique sur le marché mondial. Mais aucun intérêt économique vital n'exige qu'elle engage actuellement une partie semblable et, le jour où elle la tentera, elle voudra mettre le plus d'atouts possible dans son jeu. On a écrit que l'alliance anglaise vaudrait, le jour où l'Angleterre pourrait jeter une armée de terre sérieuse sur le continent. Elle n'est pas prête encore pour cela et il est possible qu'elle ne le soit jamais si la pression des millions de prolétaires organisés de la Grande-Bretagne, jointe à l'invincible répugnance du caractère anglais pour le service militaire obligatoire, est assez forte pour l'empêcher.

Il est inutile de parler de la Russie : ses brillantes victoires de Mandchourie et des mers du Japon l'ont, pour longtemps, mise hors des nations qui comptent militairement, tout comme le tsarisme l'a mise hors la civilisation. D'ailleurs, elle ne trouverait pas, dans une guerre, un dérivatif à sa situation politique intérieure, encore moins un remède à l'épouvantable crise économique qu'elle subit. Bien au contraire.

Reste l'Allemagne. C'est de ce côté que semblent venir les provocations. Et on conçoit, à la rigueur, la mauvaise humeur du kaiser, qui trouve désagréable d'être encerclé. Peut-être, pourrait-il lui advenir de penser, que s'il ne s'était pas montré de tout temps un danger permanent pour la paix du monde, on aurait sans doute moins éprouvé le besoin de l'enfermer dans un isolement qui est peut-être la plus sérieuse garantie de la paix européenne, en même temps qu'il est, dans la mesure où il l'irrite, en lui révélant sa faiblesse, un danger de conflit.

Mais, ici encore, les conditions économiques de l'Allemagne interviennent, avec plus de force peut-être que nulle part ailleurs, pour conseiller la paix. C'est de son commerce extérieur, c'est des milliers de navires qui emportent ses marchandises sur tous les points du globe que vit l'Allemagne, et le jour où un conflit dans lequel elle aurait en face d'elle les forces combinées de l'Angleterre et de la France éclaterait, elle se trouverait dans cette alternative ou de cesser sa production et de mourir de misère, parce qu'elle n'a pas de réserves d'argent et qu'elle vit au jour le jour, ou de continuer à produire et de crever de pléthore, faute de pouvoir écouler ses produits par les voies maritimes dont l'Angleterre et la France seraient maîtresses. Ainsi, et de toutes façons, et quels que soient les résultats, absolument impossibles à prévoir, de la lutte sur terre, la guerre déchaînerait chez elle une crise économique telle qu'une révolution sociale s'en suivrait presque certainement.

Il y a, sans doute, à côté de ces causes de paix, des intérêts qui réclament la guerre, mais leur caractéristique est d'être permanents ; ils ne sont pas plus pressants aujourd'hui qu'en un autre moment. Ce sont ceux des coteries militaires et de certaines catégories de capitalistes, pour qui les guerres sont le temps des moissons. Quant aux partis de réaction politique, qui espèrent voir renaître, à la faveur des guerres, une mentalité particulièrement propice à leurs entreprises, ils n'ont qu'à laisser souffler tranquillement le petit vent de réaction qui passe en ce moment sur l'Europe et qui nous vient de la Russie esclave.

Ah ! si la révolution russe avait abouti dans sa phase, qui est désormais close; si le tsarisme avait été jeté à bas ; si le militarisme allemand et les monarchies de l'Europe centrale avaient été, du coup, ébranlées jusque dans leur fondement ; si une poussée socialiste inévitable s'en était suivie dans le monde, il est presque certain que le capitalisme affolé, désemparé, sentant le terrain se dérober sous ses pas et le vieux monde crouler sur lui, aurait recherché dans une conflagration universelle une chance suprême de salut. Mais la situation est loin d'être telle.

Est-ce à dire qu'il ne viendra pas une heure où, pour le capitalisme, un dilemne se posera : ou la guerre extérieure ou la mort ! Si, certes, mais le prolétariat n'est pas encore assez redoutable, assez orga-

DES RAPPORTS

entre le Parti et les Syndicats

DÉLIBÉRATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION DU CONGRÈS INTERTATIONAL DE STUTTGART (1)

1re Séance. Lundi 20 août 1907

(SUITE DE LA RÉSOLUTION DU P. O. BELGE)

III

« Le Congrès invite tous les Syndicats se trouvant dans les conditions prévues par la conférence de Bruxelles 1899, ratifiée par le congrès de Paris 1900, à se faire représenter aux congrès internationaux et à se tenir en relation avec le Bureau International. Il charge ce dernier de se mettre en rapport avec le secrétariat international des syndicats à Berlin pour l'échange de tous les renseignements relatifs à l'organisation ouvrière et au mouvement ouvrier

IV

« Le congrès charge le Bureau international de réunir tous les documents qui peuvent faciliter l'étude des rapports entre les organisations professionnelles et les partis socialistes dans tous les pays et de présenter un rapport à ce sujet au prochain congrès. »

Roméo (Belgique). — Je suis l'un des trois délégués représentant la minorité à la section belge. Je tiens à déclarer que si notre organisation est sortie du Parti Ouvrier belge, ce n'est pas parce que nous repoussons en principe la lutte des classes et l'action politique de la classe ouvrière. Nous aurions voulu que les fédérations nationales professionnelles permissent à tous les syndicats affiliés de se développer librement, mais nous ne pouvons admettre que ces fédérations excluent de leur sein les groupes représentant une tendance indépendante. C'est là la seule raison pour laquelle nous sommes sortis de la Centrale syndicale, et nous sommes pleinement d'avis que le syndicat doit être une école primaire du socialisme, et être constitué dans le but de faire triompher nos idées finales.

Beer (Autriche). — Je n'entends pas m'occuper beaucoup de détails. Ce que nous discutons ici, ce sont des tendances. En Allemagne, les rapports entre les syndicats et le parti sont devenus excellents, contrairement à ce qui se passe actuellemsnt en France. En Autriche, nous n'avons pas de système aussi unitaire qu'on le pense. Nous avons une organisation syndicale séparée du parti, mais les rapports étroits avec le parti sont assurés par le fait que les militants syndicaux sont tous des militants du parti, et que le parti favorise le mouvement syndical. Nous ne sommes pas des socialistes sentimentaux. Nous sommes des socialistes pratiques. Nous considérons le syndicat comme un auxiliaire du socialisme, et nous croyons que la division de notre mouvement en action politique et en action syndicale est nécessaire. Néanmoins, le même esprit doit régner dans les deux organisations, mais nous n'entendons pas suivre nos amis de Belgique. Lorsqu'ils paraissent préconiser les fusions de l'organisation économique et de l'organisation politique du prolétariat. Le parti et les syndicats doivent être des organismes de même valeur, ayant les mêmes droits. Le parti ne doit pas commander et traiter les syndicats en sous-ordres. D'autre part, les syndicats ne doivent pas commander et considérer le parti comme leur subordonné : une entente doit exister. Les syndicats s'amoindriraient s'ils se subordonnaient au parti, et, en devenant de simples organisations politiques, ils manqueraient à leur rôle fondamental, qui est d'améliorer immédiatement la condition des travailleurs.

Nous sommes des socialistes de conviction, nous estimons que l'école syndicale est nécessaire; mais nous croyons également que les travailleurs ne doivent pas rester dans l'état de misère dans laquelle ils sont plongés aujourd'hui. L'union personnelle nous paraît un excellent moyen d'entente en Autriche. Il est des leaders syndicaux qui sont membres de la direction du parti et des socialistes bien connus qui siègent au sein de la Centrale syndicale. Dans

(1) Nous croyons devoir reproduire le compte-rendu analytique des travaux de la 2e Commission du C. I. de Stuttgart, qui viennent d'être publiés par la Librairie du Peuple, de Bruxelles (un volume à 3.50) et qui présentent un grand intérêt documentaire pour les lecteurs du *Socialisme*.

nisé pour que cette heure soit venue. Et lorsqu'elle sonnera, si le capitalisme se décide pour la guerre, ce sera une mesure désespérée, car nous sommes en un temps où toutes les guerres déchaînent des révolutions et qui sait si le prolétariat esclave, tout comme autrefois la Pologne asservie, ne pourrait, lui aussi, murmurer la tragique prière dont Miekievicz terminait son *Livre des Pèlerins :* « Pour notre libération, la guerre universelle, donnez-nous-la, Seigneur ».

Charles DUMAS.

PRÉCISONS !

Ainsi qu'on l'a vu, le Conseil National a décidé de porter au Congrès du Parti, qui se tiendra dans les premiers jours d'octobre, à Toulouse, la question du rôle des élus dans les assemblées délibérantes.

Il semble qu'un pareil examen soit superflu depuis que l'Unité socialiste, en se fondant, a tracé à tous le devoir et que, notamment, nos élus doivent avoir pleinement conscience de leurs actes.

Malheureusement, il n'en est pas toujours ainsi.

En veut-on un exemple ?

On sait quelle guerre a fait le parti radical aux « unifiés », non seulement à Paris, mais dans toute la France, aux dernières élections municipales. On sait que, pour y répondre par une mesure de salut socialiste, la Fédération de la Seine avait adopté, pour le scrutin de ballottage, une résolution déclarant qu'elle ne pouvait plus distinguer entre la réaction radicale et les autres réactions et, qu'en conséquence, elle retirait purement et simplement ses candidats dans les circonscriptions où le nombre de suffrages obtenus ne lui permettait plus de continuer la lutte.

Or, qu'ont fait les élus socialistes aussitôt rentrés au Conseil Municipal ? Ils se sont entendus pour affirmer le socialisme sur l'un des leurs dans l'élection du bureau, et c'était bien ! Mais pourquoi, ensuite, ont-ils jugé utile de faire une distinction entre le radical-nationaliste Chériou et le nationaliste Caron ? N'auraient-ils pas mieux fait de laisser ces deux personnages également réactionnaires se débrouiller entre eux ? Est-ce qu'ils n'auraient pas ainsi donné une leçon salutaire aux radicaux ?

Nos amis du Conseil Municipal ont, d'ailleurs, fait plus que prendre parti dans les compétitions des deux candidats réactionnaires. Ils ont accepté de défiler à la tribune à bulletins ouverts, sous les regards soupçonneux des radicaux.

S'ils s'étaient inspirés de la résolution du Conseil fédéral de la Seine, ils n'auraient pas consenti à prendre part à cette manifestation. Ils se seraient dits que peu importait au prolétariat parisien que le président du Conseil Municipal fut un Chérioux ou un Caron.

Pendant toutes les semaines de la campagne électorale, la Fédération de la Seine s'était efforcée, par l'organe de ses militants et de ses candidats, de démontrer aux travailleurs que nationalistes, libéraux, progressistes ou radicaux ne valaient pas mieux les uns que les autres et étaient tous les candidats de la même classe bourgeoise. L'attitude des élus de la même Fédération n'apparaîtra-t-elle pas à ces travailleurs comme un démenti à la démonstration faite au cours de la période électorale ? De semblables incohérences dans l'action ne sont pas favorables au recrutement. Il faut se prononcer clairement. C'est ce qu'on fera, sans aucun doute, à Toulouse — et c'est nécessaire.

H. CORGERON.

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre *Esquisse d'une Société collectiviste*, le citoyen Edouard Héberlin-Darcy vient de faire paraître une plaquette dont nos militants pourront tirer profit pour leur propagande.

Nous ne voulons pas, à l'occasion de cette publication, entrer dans l'intéressante controverse commencée ici entre le citoyen Lucien Deslinières et notre collaborateur Ch. Rappoport. Mais nous pouvons dire qu'à notre avis, ceux qui cherchent à concevoir les formes de la Société future et de son fonctionnement sont de précieux auxiliaires du socialisme. Ils répondent à cette question un peu saugrenue mais toujours et partout posée : que mettrez-vous à la place de la Société actuelle quand vous l'aurez détruite ? Quel est celui de nos propagandistes à qui cette question n'a pas été posée plutôt deux fois qu'une ? Et nous avons eu l'occasion de constater quelqu'embarras dans la réponse. Vouloir, comme l'a tenté, avec beaucoup de mérite, Lucien Deslinières, comme le fait à son tour Héberlin-Darcy, répondre par un plan complet, avec devis détaillé, de la cathédrale dont parlait Clemenceau à Jaurès, c'est risquer de tomber dans un piège de l'adversaire. Il ne serait pas d'une méthode scientifique que de tenter de prévoir ce qu'on ne saurait prévoir sans entrer dans le domaine de la fantaisie. Les révolutionnaires bourgeois avaient à peine entrevu les formes présentes de la société capitaliste. Cela ne les a pas empêché de rallier à leur cause toutes les forces actives de la nation et, en supprimant ce qui, dans l'ancien régime, entravait le développement de l'humanité, de préparer les éléments de la transformation sociale à laquelle ils ont coopéré. Il peut suffire aux socialistes de s'autoriser de cet exemple historique pour rallier, à leur tour, à la cause du quatrième-état tous ceux qui souffrent aujourd'hui et qui sont tous ceux qui produisent.

Néanmoins, on peut objecter que la révolution prolétarienne imminente aura des conséquences plus grandes que celles qui résultèrent de la révolution bourgeoise. On peut penser que la complexité du mécanisme de la société moderne exigera, de ceux appelés à le régler et à le diriger pour des fins sociales au lieu des fins individualistes actuelles, non seulement la connaissance profonde des phénomènes économiques du monde capitaliste, mais en outre, des vues générales sur l'organisation nouvelle des forces sociales qui sera l'œuvre de la dictature du prolétariat.

Dans cet ordre d'idées, les hypothèses sont utiles à notre science sociale comme à toutes les sciences, et c'est pourquoi il faut encourager et non décourager les chercheurs, même si quelques-unes de leurs hypothèses font parfois sourire.

Leurs tentatives d'ordre tout spéculatif n'ont d'ailleurs aucun rapport avec toute autre qui consisterait à vouloir faire une application soit partielle, soit immédiate du collectivisme dans la société capitaliste. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle Icarie qui serait tentée, soit dans une île lointaine, soit plus près de nous, sous forme d'un projet de loi au Palais-Bourbon.

Cette réserve essentielle étant faite, j'estime, quant à moi, qu'un effort sérieux d'études devrait être fait par les militants pour se donner, au moins à eux-mêmes, des vues aussi nettes que possible, de la manière générale dont fonctionnera la société après l'appropriation sociale que nous sommes appelés à voir accomplir peut-être plus prochainement qu'on ne le croit généralement.

Malheureusement, le temps des études complètes fait défaut à la plupart des militants du socialisme. Après le pain quotidien à gagner et les quelques repos indispensables à leur conservation physique et morale, les camarades sont emportés par la propagande locale ou générale, socialiste ou syndicale, par l'œuvre d'organisation du prolétariat sous toutes les

---

cet ordre de choses, j'ai l'honneur de déposer la résolution suivante :

Projet de résolution
de la délégation autrichienne.

« Pour affranchir entièrement le prolétariat des liens du servage intellectuel, politique et économique, la lutte politique et économique sont également nécessaires. Si l'activité du Parti Socialiste s'exerce surtout dans les domaines de la lutte politique du prolétariat, celle des syndicats s'exerce principalement dans le domaine de la lutte économique de la classe ouvrière. Le parti et les syndicats ont donc une besogne également importante à accomplir dans la lutte d'émancipation prolétarienne. La lutte prolétarienne sera d'autant mieux engagée et d'autant plus fructueuse, que les relations entre les syndicats et le parti seront plus étroites. Le Congrès déclare qu'il est de l'intérêt de la classe ouvrière que, dans tous les pays, des relations étroites soient créées et entretenues entre les syndicats et le parti. Le parti et les syndicats doivent s'aider et se soutenir moralement l'un-l'autre dans leurs efforts et ne doivent se servir dans leur lutte que de moyens qui puissent aider à l'émancipation du prolétariat. Quand des divergences de vues se manifestent entre les deux organisations sur l'opportunité de certaines méthodes d'application, elles doivent discuter entre elles un accord. Les syndicats ne rempliront pleinement leur devoir dans la lutte d'émancipation des ouvriers que si leurs actes s'inspirent d'un esprit entièrement socialiste. Le parti a le devoir d'aider les syndicats dans leur lutte pour l'amélioration de la condition des travailleurs. Dans son action parlementaire, le parti doit mettre en pleine valeur les revendications syndicales. Le Congrès est d'avis que les syndicats obtiendront d'autant plus de profit dans la lutte contre la spoliation et l'oppression que leur système de secours sera plus parfait, que les caisses destinées à la lutte syndicale seront mieux remplies ».

R. Schmidt (Allemagne). — Je me rallie au discours de Beer. Je ne puis accepter toutes les les considérations émises par De Brouckère.

En Allemagne, nous n'entendons nullement fusionner les organisations politiques et syndicales, et les rapports entre syndicats et parti n'y sont pas si intimes qu'en Autriche. J'ai à ajouter cependant que si les syndicats allemands entendent rester distincts du parti, il n'en résulte nullement qu'ils soient en opposition avec lui.

Tous nos syndicats reconnaissent que la social-démocratie représente les intérêts ouvriers. C'est pourquoi les leaders syndicaux participent activement à la propagande du parti social-démocrate. Les différents qui se sont élevés entre parti et syndicats, en ces dernières années, concernaient simplement l'attitude des syndicats à l'égard de la grève générale et d'autres questions encore. Néanmoins, nous avons trouvé ici un terrain d'entente, mais on aurait tort de croire que l'attitude des syndicats allemands a fortifié les syndicats chrétiens, et les organisations patronnales, tout comme l'on se tromperait grandement, si l'on rendait responsable du développement insuffisant du syndicalisme belge, le fait que les associations professionnelles sont affiliées au parti. La question de savoir quelle forme doit prendre l'organisation des syndicats, ne peut être déterminée par un Congrès International. Celui-ci peut dire simplement qu'un contact intime est nécessaire entre les deux organismes, comme le dit la résolution de Beer. L'élucidation des attitudes à avoir à l'égard de la grève générale, de l'action directe ou du sabotage incombent aux organisations nationales de chaque pays. Le Congrès ne peut pas donner de direction aux syndicats, pour ce qui concerne ces questions spéciales.

Olsen (Danemark). — Une des caractéristiques du système danois, c'est que la direction du parti a deux représentants au sein de la Centrale syndicale, et deux délégués de celle-ci siègent dans la direction du parti. Grâce à ce système de croisement, l'entente et la collaboration des deux organismes sont parfaites. C'est à lui qu'il faut attribuer, en grande partie, la situation excellente de nos organisations professionnelles. J'ajoute, d'ailleurs, que l'entente est moins le résultat d'une union réglementaire que d'une communauté de pensée.

(A suivre.)

formes qui est l'œuvre urgente et la plus essentielle.

Félicitons nous donc que d'autres travaillent pour nous, comme l'a fait Lucien Deslinières, et comme vient de le faire Héberlin-Darcy dans son *Esquisse de la Société collectiviste*, et profitons de leur travail, puisque nous n'avons pas le loisir de l'accomplir nous-mêmes.

P.-M. ANDRÉ.

P. S. — La plaquette dont il est question ci-dessus, est en vente à la bibliothèque du Parti, 16, rue de la Corderie, à raison de o fr. 50.

Elle contient une préface d'Anatole France dont nos lecteurs apprécieront certainement le charme curieux.

L'ÉLECTION DU NORD

C'est un succès considérable et qui aura un retentissement profond dans la France socialiste que vient de remporter la Fédération du Nord sur le nom de notre ami Delory, candidat aux élections sénatoriales. Il y a deux ans, lors du renouvellement partiel du Sénat, en janvier 1906, Delory avait recueilli **161** voix; aujourd'hui, après que toute la presse socialiste a eu proclamé la grande défaite du Socialisme dans le Nord, comme partout ailleurs, il en trouve **344** contre un candidat radical pour lequel toute la réaction a voté.

C'est la première fois qu'un candidat socialiste obtient un pareil résultat au suffrage restreint.

Ce résultat consacre et confirme la statistique que nous donnions l'autre jour et qui montrait que le nombre des mairies conquises par nous dans le Nord avait plus que doublé, comme d'ailleurs, le chiffre des suffrages d'aujourd'hui.

Mais une leçon plus haute se dégage pour le Parti du scrutin de dimanche : c'est une leçon de méthode et de tactique. C'est par un effort incessant de propagande et d'éducation sérieuse, c'est en subordonnant toute leur action à l'œuvre primordiale du recrutement ouvrier et socialiste que nos camarades du Nord ont abouti au résultat que nous saluons aujourd'hui. Il ne leur a pas plu de s'engager dans le domaine des fantaisies anarchistes ou d'errer à travers la logomachie syndicaliste ; ils sont restés fidèles à la vraie tradition du socialisme révolutionnaire, qui consiste à préparer et à organiser méthodiquement le prolétariat pour la Révolution sociale et chaque étape nous les a montrés plus forts, en conscience et en nombre. Ah! je sais bien, et je le dis sans amertume, car nous avons le droit d'en sourire, je sais bien qu'on leur a violemment reproché de n'avoir jamais voulu sacrifier au mensonge des mots redondants et des phrases sonores; mais ils ont pensé avec raison qu'entre le *révolutionnarisme de dictionnaire* contenu tout entier dans une lexicologie spéciale et le révolutionnarisme pratique, qui arrache chaque jour une pierre à l'édifice capitaliste, qui amène chaque jour une recrue à l'armée révolutionnaire, il n'y avait pas à hésiter. Ce sera leur honneur, d'avoir su garder l'esprit clair au milieu de la poussière des mots et du tumulte des sophismes.

Et maintenant, le Parti a sous les yeux le spectacle des deux méthodes en action : celle qui conduit à la Déroute et celle qui mène à la Victoire.

A lui de choisir !

Ch. D.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

L'action électorale.

La Fédération de la Seine a profité des élections du Conseil d'arrondissement pour activer la propagande socialiste. Elle a présenté des candidats dans de nombreux cantons et, d'une manière générale, malgré la réaction politique actuelle et l'indifférence d'un grand nombre de travailleurs en matière d'élections cantonales, les suffrages se sont accrus.

Ont obtenu, à Nogent, le citoyen Caron 856 voix; à Courbevoie, le citoyen Chapelain 1,179 voix; à Levallois-Perret, le citoyen Bémer 2,447 voix (ballottage); à Puteaux, le citoyen Jacotot 3.146 voix (en tête du ballottage); à Ivry, le citoyen Lacoste 1.812 voix (ballottage); à Saint-Maur, le citoyen Tranchant 496 voix; à Montreuil, le citoyen Teissier 1.400 voix (ballottage); à Boulogne, le citoyen Henripré, conseiller sortant, 2.705 voix contre 3.451 au réactionnaire et à Clichy, le citoyen Marin, conseiller sortant, 2.719 voix, élu contre 1.188 à un radical-réactionnaire et 338 à un syndicaliste anarchiste.

Les caractéristiques de ces élections sont, d'une part, l'échec inattendu du citoyen Henripré, depuis longtemps conseiller du canton de Boulogne, où il n'avait que des sympathies fort méritées, et d'autre part, l'élection au premier tour du citoyen Marin, conseiller sortant du canton de Clichy, qui fut combattu avec une violence particulière par les anarcho-syndicalistes. Grâce à la vaillance de Marin et au concours de Wilm, député de la circonscription, notre Parti a infligé aux anarcho-syndicalistes une raclée dont ils se souviendront. Les anarcho-syndicalistes avaient obtenu près de 900 voix aux élections municipales dernières dans Clichy. Aujourd'hui, leur candidat, s'intitulant ouvrier terrassier syndiqué et confédéré, usant, dans un but électoral, du label confédéral, soutenu par les anarchistes de la Bourse du Travail, ne récolte plus que 338 voix. C'est la déroute des politiciens anarchisants.

Dans la Loire-Inférieure, le citoyen Ch. Brunellière. candidat du Parti aux élections du Conseil général, a obtenu 612 voix.

A la Chambre.

Tous les quinze jours on interpelle le gouvernement pour lui demander ce que nous faisons au Maroc. Hélas! Le gouvernement ne le sait sans doute pas, car il n'a pu encore donner une réponse suffisante. L'illustre Pichon, désarçonné par les questions pressantes de Jaurès, a jugé à propos de lui déclarer qu'il parlait « au nom de l'Allemagne ». Cette incongruité a indigné quelque peu la Chambre qui ne s'émeut cependant pas facilement. Quand on est comme Pichon le singe de Bulow, qu'on s'habille comme Bulow, qu'on se coiffe comme Bulow, qu'on se parfume comme Bulow, qu'on se fleurit comme Bulow et qu'on est comme Bulow encore le simple domestique d'un maître capricieux, un peu de bon sens suffirait à imposer plus de circonspection dans le choix de ses propos.

En attendant, nous ne savons toujours pas quand le gouvernement se décidera à prononcer le mot de notre situation au Maroc : Pichon le camp !

Congrès National de la Ganterie.

Fin mai s'est tenu à Chaumont le 4e Congrès national de la Ganterie. Parmi les résolutions nous en relevons deux plus particulièrement intéressantes. La première concerne la réglementation de l'apprentissage :

« Le Congrès espère qu'en présence de la situation misérable faite aux ouvriers de la ganterie par les crises du travail, qui reviennent périodiquement et sont toujours plus prolongées, tous les centres de ganterie de France comprendront qu'il est de l'intérêt général de réglementer strictement l'apprentissage, sinon de le suspendre d'une manière absolue.

En outre, sur la demande des délégués de Chaumont, il engage cette section, quand elle jugera utile de recommencer à faire des apprentis, à apprendre à ceux-ci toutes les parties du métier, afin que les futurs ouvriers gantiers chaumontais soient à même de pouvoir se déplacer et travailler ailleurs qu'à Chaumont. »

La seconde a trait à la crise qui sévit dans l'industrie de la ganterie :

« Considérant que la bonne fabrication dans la ganterie est entièrement liée aux connaissances techniques et professionnelles et *qu'il importe de défendre, par tous les moyens, la bonne renommée de cette fabrication*;

Considérant, d'autre part, que certains fabricants français, peu scrupuleux ou agissant dans un bas esprit de gain, n'hésitent pas à acheter, dans des centres étrangers, des gants coupés dans des conditions de bas salaires tellement excessives, qu'ils ne peuvent être garantis comme bonne fabrication;

Considérant que ces mêmes fabricants vendent à leurs clientèles ces gants avec l'étiquette « Fabriqués en France ».

Le Congrès émet le vœu suivant :

Attendu que c'est porter atteinte à l'ouvrier lui-même que de déprécier sa main-d'œuvre dans un but commercial ;

Le Congrès estime que les Pouvoirs publics doivent faire une enquête sur cette situation et il émet le vœu que les fabricants soient mis dans l'obligation de mettre une marque d'origine sur les gants fabriqués dans leurs maisons.

Il exprime également le vœu de voir les gants provenant de l'étranger porter de même une marque d'origine des pays où ils ont été fabriqués. »

On remarque avec quelle force le Congrès s'est élevé contre le *sabotage* pratiqué par le patronat. C'est, du même coup, la condamnation implicite, mais formelle, du sabotage préconisé comme moyen de lutte ouvrière par les pontifes du syndicalisme prétendu révolutionnaire. Il importe, dit le Congrès, de défendre la bonne renommée de la fabrication et c'est porter atteinte à l'ouvrier lui-même que de déprécier sa main-d'œuvre. Est-ce assez clair ?

Dans le Bâtiment.

Nous empruntons à l'*Émancipé*, organe de la « Chambre syndicale de la maçonnerie, de la pierre et parties similaires », les intéressants extraits qui suivent, et qui confirment pleinement les données de l'observation marxiste au point de vue de l'évolution industrielle :

Dans le bâtiment, la tradition inéluctable pour les ouvriers, n'existe nullement pour les patrons depuis que le capitalisme a agi. Pour un entrepreneur ayant appris à manier la truelle ou l'égoïne, il y en a cinq cents qui ne sont que de simples manieurs de fonds, ne connaissant rien du métier. Le gros patron ancien limousin ou gâcheur, arrivé en sabots à Paris (la phrase est de Martin Nadaud, je crois), se fait de plus en plus rare. Son fils, son neveu, son gendre ou son acquéreur lui a succédé.

. . . . . .

Le capitaliste-né, qui entre dans la construction comme il se serait révélé gros épicier ou directeur d'une Société de transports, ne voit, de son exploitation, que le rendement pour son argent. Il vit de la concurrence, et c'est lui qui consent, dans les adjudications, le gros rabais dont il devra reverser l'effet sur les tâcherons par des salaires bas et une mise en œuvre défectueuse. Cent malfaçons habituelles pourraient être citées, dont beaucoup sont parfaitement connues.

. . . . . .

L'entrepreneur capitaliste n'est plus le *patron*, le *maître* ; ce n'est qu'un commerçant qui ne prend aucun ménagement avec l'« art » dont il ignore les secrets. Il sait qu'on peut faire bien des choses en restant dans la légalité ; et il y reste le plus qu'il peut dans la légalité ; aussi le mot *sabotage* appartient-il exclusivement au vocabulaire de l'autre classe.

Dans les Charbonnages.

La production houillière des bassins du Nord et du Pas-de-Calais se développe considérablement. On l'évalue à 6.250.00 tonnes pour le premier trimestre 1908, contre 5.906.000 tonnes l'an dernier, soit une différence en plus de 264.000 tonnes.

Dans le bassin du Gard, la Compagnie de Rochebelle accuse une forte augmentation de ses bénéfices, qui passent d'une année à l'autre de 327.000 francs à 707.000 francs, non seulement en raison de la hausse des prix de vente, mais encore ensuite d'un accroissement de 27.000 tonnes dans la production.

Syndicat des Ouvriers Maréchaux.

Le Syndicat national des ouvriers maréchaux a refondu complètement ses statuts. A côté de l'action syndicale pour le maintien des prix de main-d'œuvre, la réduction de la journée de travail, la limitation de l'apprentissage, et à côté des services de placement et de secours en cas d'accidents, il institue une caisse de grève et une caisse de prêt gratuit.

Au sujet des grèves, une réglementation très judicieuse est établie : les ouvriers maréchaux syndiqués, déclarent les nouveaux statuts, ne devront jamais quitter le travail, et la grève ne

sera autorisée par le Syndicat, sur avis de la section, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Les grévistes toucheront une indemnité de 2 fr. 50 par jour pendant six semaines.

Enfin, les statuts accordent aux veuves ou aux enfants des syndiqués une indemnité de 50 francs en cas de décès du chef de famille.

Les Bûcherons de l'Aisne.

Après quelques mois d'une action incessante, le Syndicat des Travailleurs du bois de la région de Villers-Cotterets a réussi à obtenir d'importantes concessions de la part des patrons exploitants des coupes : les salaires ont été augmentés et la retenue de 2 0/0 pour payer l'assurance supprimée. Ces divers avantages ont décidé la presque totalité des ouvriers, jusque-là hésitants, à s'inscrire au Syndicat.

A L'EXTÉRIEUR

Sept socialistes au Landtag.

On sait que nos camarades socialistes allemands ont fait entrer six des leurs au Lantag de Prusse dès le premier tour de scrutin. Au scrutin de ballottage, un septième camarade vient de triompher, après une chaude bataille, par 313 voix contre 307 au radical Runzé, pour lequel ont voté tous les conservateurs.

La guerre civile à Parme.

Notre collaborateur Ch. Rappoport a exposé dans son « Mouvement international » les conditions dans lesquelles s'était déclarée une grève des ouvriers agricoles de la province de Parme. Cette grève, non seulement se poursuit depuis un mois, mais a redoublé d'intensité. Elle a donné lieu, cette semaine, à une véritable guerre civile. La ville de Parme est en état de siège, les conflits entre les habitants et la force armée ont atteint un degré de violence sans précédent. On se bat dans toutes les rues. Du haut des toits, des maisons, les habitants font pleuvoir sur les carabiniers des pierres et autres projectiles. Les coups de fusils, les charges de cavalerie, les arrestations en masse n'ont pu vaincre la résistance de la population qui est légitimement exaspérée. L'émeute, ainsi que l'a expliqué Rappoport, a été déchaînée par l'association patronale l'Agraria, qui a organisé des bandes armées provoquant les troubles à la faveur desquels le gouvernement espère écraser la grève. La C. G. T. italienne, le parti socialiste et ses élus ont fait l'impossible pour déjouer le complot patronal en s'efforçant de faire cesser une émeute qui ne fait couler que le sang ouvrier et qui réduit à une misère effroyable 30.000 prolétaires sans travail et sans pain.

Les Mécaniciens hongrois.

Nos camarades Hongrois sont parvenus à créer une organisation très respectable. Sur 80,000 ouvriers du fer et des métaux, le syndicat était parvenu à en grouper 21,057 le 31 décembre 1906. C'est là un résultat surprenant, car cela fait plus de 25 0/0 ; c'est un précieux encouragement pour les dévoués organisateurs.

La cotisation est fixée à 31 centimes par semaine ; elle donne droit aux indemnités suivantes : chômage, viaticum et indemnité de séjour, secours extraordinaire et assistance judiciaire.

Une cotisation spéciale de 10 centimes par semaine est attribuée au fond de résistance et, comme il est dit plus haut, administré secrètement.

De 1904 à 1906, les cotisations d'entrée ont produit 43,300 francs ; la cotisation hebdomadaire de 31 centimes, 436,557 fr. 70, les recettes diverses ont été de 107,000 fr., soit un total de 584,896 fr. 70. Le service des indemnités mentionnées a coûté 201,101 francs. Les dépenses diverses se sont élevées à 87,252 francs.

Le Syndicat publie son journal tous les quinze jours en deux langues : l'allemand et le hongrois ; il a aussi organisé des cours du soir afin de compléter les rudiments d'enseignement ; à cet effet il a dépensé dans les trois dernières années la somme de 81,767 francs ; le journal tire actuellement à 28,000 exemplaires.

Le Syndicat compte 112 sections, dont 21 dans la capitale ; l'administration comprend 15 employés dont 2 en province comme chefs de région ; les appointements divers se sont élevés pour la même période à 98,506 francs.

La propagande a toujours été très intense et elle a occasionné 34,721 francs de frais. Les grèves ont été nombreuses ; il y en a eu 77 en 1906 ; sur ce nombre 62 eurent un succès complet et 15 échouèrent. 4,315 ouvriers ont pris part à ce mouvement. Des réductions ont été obtenues sur la durée du travail, ainsi que des augmentations de salaire. Sans conflit 24 contrats collectifs intéressant 4,000 ouvriers ont été conclus, entraînant des réductions de la durée du travail de 1/2 heure à 2 heures par jour et des augmentations de salaires d'un total de 36,500 francs par an.

31,500 francs ont été dépensés pour ces mouvements.

Nos camarades hongrois syndiqués font de grands efforts pour obtenir les droits politiques que les travailleurs autrichiens ont arrachés naguère ; à cet effet, ils s'associent à toutes les démonstrations ayant cet objet pour but. Le 10 octobre dernier, jour de la rentrée du Parlement, les syndicats avaient recommandé à leurs membres de ne pas rentrer dans leurs ateliers.

Le mot d'ordre fut suivi ponctuellement. La grève était à peu près générale à Budapest. La démonstration s'est écoulée pacifiquement, dans le plus grand calme et a produit une profonde impression. Une délégation fut reçue au Parlement, où elle exposa au président les désiderata de la classe ouvrière.

Caisse de chômage.

Nous avons entretenu nos lecteurs de la crise internationale qui sévit dans l'industrie de la ganterie de peau.

La Fédération Nationale des Syndicats allemands de cette corporation nous fait connaître aujourd'hui les secours de chômage qu'elle a distribués depuis quinze mois :

1907	Chômeurs.	Jours de chômage.	Sommes payées.
	—	—	—
1er trimestre ...	63	825	1.255 fr.
2e — ...	296	8.001	10.992 50
3e — ...	1.089	22.253	35.430 »
4e — ...	1.160	20.054	32.037 50
Totaux...	2.608	51.133	79.715 »
1908			
1er trimestre ...	948	39.351	57.233 75

Ces secours ont été payés uniquement avec les fonds réunis par l'organisation en vue du chômage.

Ces résultats sont d'autant plus intéressants qu'il n'y a pas en Allemage plus de 3,000 ouvriers gantiers.

Contrat collectif en Autriche

Un très important contrat collectif englobant un nombre considérable de patrons d'une part, et l'Union des ouvriers sur métaux a été signé en avril en Autriche. Nous en donnons la teneur à titre documentaire.

Signé le 1er avril, entre :

1° La Fédération des industriels d'Autriche, représentant les firmes :

J.-L. Bacon, Brûckner et Cie, usines centrales de chauffage, J. Haag, J. Hable, Kastl, Wentzke, Hurz, Rietschl, Henneberg, Société autrichienne de construction de machines, Wlassag et Hardwieger ;

2° L'Union des Ouvriers sur métaux, représentant les monteurs et aides occupés dans les maisons ci-dessus, au nombre d'environ 150.

La durée du travail au montage est égale à celle des ateliers, soit 54 heures par semaine. Les heures supplémentaires avant 9 heures du soir sont majorées de 25 0/0. Elles ne peuvent être faites qu'avec l'assentiment du patron. Les heures entre 9 heures du soir et 5 heures du matin sont majorées de 75 0/0, que le travail soit fait aux pièces ou à la journée.

Le 1er mai est jour férié.

Suivent les dispositions concernant les indemnités de déplacement. Toutes les indications de ce contrat sont des minima qui ne peuvent porter atteinte à des conditions plus avantageuses qui pourraient déjà exister.

Ce contrat est signé des délégués de la Fédération des industriels et des délégués de la section des monteurs d'appareils de chauffage de l'Union des Ouvriers sur métaux.

La Presse Socialiste

A propos de la question posée par la Fédération du Tarn sur « la valeur des réformes et des lois ouvrières », Paul Faure, commentant l'article de Jaurès dans l'*Humanité*, écrit :

Un grand débat aurait lieu à ce sujet.

Tant mieux. On serait bien aimable toutefois de nous dire dès maintenant ce qu'on entend par là. Il ne faut pas rester dans le vague et dans l'imprécision. C'est sur des formules nettement et clairement exprimées que la discussion devra s'engager.

Or, l'article de Jaurès, de ce point de vue, ne donne aucune satisfaction et provoque quelques inquiétudes. C'est un peu une langue étrangère pour des oreilles socialistes, tout au moins une langue ancienne qu'on ne parle plus dans l'Unité. Il y est beaucoup question de *démocratie* et la plupart d'entre nous ont beau écarquiller les yeux, la démocratie ne leur apparaît point. Ils se disent que c'est là une expression abstraite qui ne correspond à rien de réel et dont les bourgeois se servent pour masquer l'âpre conflit des classes et faire croire aux prolétaires qu'il peut y avoir de « bons gouvernements ».

Aussi est-ce l'illusion démocratique que le Parti socialiste doit surtout s'attacher à dissiper parce qu'elle est précisément, entre les masses ouvrières et nous, le plus gros obstacle.

Pourquoi ? C'est bien simple. Le Parti socialiste est l'organisation politique de la classe ouvrière. Il n'a de raison d'être qu'à la condition que le pouvoir bourgeois, quels qu'en soient les détenteurs provisoires, soit pour les prolétaires socialistes l'ennemi contre lequel on lutte et qu'on aura, un jour où l'autre à chasser. Tout ce qui peut obscurcir cette situation si claire, diminuer la vigueur de l'attaque, émousser les énergies, doit être banni de notre action.

Du citoyen Betoulle dans le *Populaire du Centre*, à propos de la loi sur le secret du vote qui vient enfin d'être arrachée au Parlement après dix ans d'efforts :

Où cette loi sera le mieux accueillie, c'est certainement dans les campagnes. Là, tout le monde se connaît ; la vie n'est pas la même qu'à la grande ville, les habitants sont souvent dépendants les uns des autres. Et puis on ne tient pas à se brouiller, on ménage les susceptibilités de tous. Le charron, le forgeron, le commerçant hésitent à afficher leurs idées. Ils ont peur — et non sans raison souvent — de perdre la clientèle de tel gros propriétaire, d'être boycottés par les hobereaux. Aussi pendant longtemps les privilégiés de la fortune ont-ils pu exercer une influence néfaste aux idées de saine justice et de progrès.

La loi s'imposait donc pour cette immense fraction du suffrage universel. Nos amis des campagnes n'auront plus à craindre l'indiscrétion ; ils n'auront plus de représailles à redouter. Ils voteront librement et pour le candidat de leur choix.

Dans le *Bulletin politique du Peuple*, de Bruxelles, on lit ce qui suit :

L'*Humanité*, de Paris, publie un nouvel article d'un de ses collaborateurs de la C. G. T., article dans lequel M. Latapie attaque, avec son amabilité de langage habituelle, l'organisation internationale des syndicats dont notre estimé camarade allemand, Karl Liegen, est le secrétaire.

M. Latapie, qui s'est taillé au dernier Congrès international des Métallurgistes, le plus joli succès de moulin à paroles vides que l'on puisse s'imaginer, reproche aux Conférences des secrétaires ou délégués des Centrales nationales syndicales, qui ont lieu périodiquement, d'être des « parlottes » sans utilité et il propose de convoquer sous l'égide de la C. G. T., un Congrès international des Syndicats.

En d'autres termes, l'*Humanité* donne asile à un article rempli d'attaques méchantes et perfides contre l'œuvre admirable des syndicats allemands et dont le but avoué est de substituer aux congrès de l'Internationale ouvrière des réunions d'une Internationale nouvelle dont les dirigeants de la Confédération française tireraient la ficelle.

Ces Messieurs, qui furent la minorité au sein de leur organisation et qui sont parvenus — en imitant les procédés bourgeois — à devenir en fait la majorité, voudraient recommencer le jeu de Bakounine pendant la fin de la première Internationale. Bakounine n'a pas réussi. Il était cependant une force.

Il était quelqu'un. Mais Latapie....

Du *Schwaebische Tagwacht*, organe de la social-demokratie würtembourgeoise, paraissant à Stuttgart.

Après une analyse de la situation du P. S. en France, l'auteur conclut :

On voit que ce ne sont plus les conflits anciens entre le socialisme réformiste et le socialisme révolutionnaire qui déterminent les destinées du parti en France. Dans l'ensemble du parti unifié — de Jaurès à Guesde — l'on ne doute plus que *le but est la destruction révolutionnaire du capitalisme et que le chemin qui y conduit n'est pas identique avec les réformes à conquérir dans la société actuelle. Il s'agit maintenant de défendre le parti de la pénétration des anarchistes dissimulés.*

Il s'agit de vaincre cette faiblesse dangereuse qui se résume dans le fait que voici : quelques camarades imprévoyants ou illusionnistes, guidés par des considérations de tactique intéressant le classement intérieur du parti ou animés d'une *trop grande confiance* dans la vitalité de l'organisme du parti unifié, favorisent une transfusion du sang, introduisant dans le corps même du parti le poison d'un anarchisme agonisant.

Le *Vorwaerts*, organe central de la social-démocratie allemande, après avoir constaté les égards de l'*Humanité*, pour le syndicalisme, écrit :

Dans des milieux très étendus du parti on s'inquiète sur les conséquences que peut avoir pour l'organisation ce silence bienveillant vis-à-vis de la tactique des primitifs (Indianertaktik), allant jusqu'au rançonnement des automobiles traversant les lieux de grèves. Cette préoccupation a trouvé son expression énergique dans un article que le camarade Rappoport a publié dans le dernier numéro du *Socialisme* et qui a été approuvé non seulement par les amis de Jules Guesde mais par bien d'autres. L'article proteste contre la subordination voulue du parti aux meneurs anarchistes ou anarchisants de la Confédération qui, en ce moment, fait des efforts surhumains pour refuser aux mineurs l'entrée de cette organisation afin de ne pas modifier sa majorité artificielle...

La discussion (au Conseil national) qui s'est déroulée autour des points de vue développés dans cet article, a été interrompue sans sanction aucune. Mais la question exige une solution. Elle dominera indubitablement le Congrès de Toulouse.

Sommaire des numéros parus

DES " DOCVMENTS DV PROGRÈS "

DÉCEMBRE 1907

Frédéric Passy, de l'Institut : La solidarité des nations. — Professeur Lamprecht (Leipzig) : Le Nationalisme en Allemagne. — Francis de Pressensé : Les enseignements à tirer de l'avortement de la Conférence de La Haye. — Sir John Cockburn, ancien ministre : La Fédération britannique, étape vers la Fédération mondiale. — Rodolphe Broda : Où tend le Progrès. — Félix Regnault : La destinée du Maroc. — H.-R. Stokmann (Dublin) : Le mouvement antiparlementaire en Irlande. — R.-L. Outkwaithe (Johannesbourg) : Le progrès politique de l'Afrique du Sud. — C. Saint-Saens, de l'Institut : Les musées, nécropoles de l'art. — Professeur Werner Sombare : Les signes d'arrêt dans l'accroissement de la population allemande. — Sir Charles Dilke, ancien ministre (Londres) : L'exploitation du travailleur et le salaire minimum. — Col. W. T. Reay (Melbourne) : Les commissions de salaires à Victoria. — Dr B. Kritschewsky : Le mouvement syndical en Russie. — Abbé Naudet : L'encyclique *Pascendi* et les catholiqués progressistes. — Rodolphe Broda : La poésie des nègres d'Haïti.

JANVIER 1908

Georges Chrustalef : Les perspectives de la Révolution russe. — Angelo Vaz (Porto) : La crise portugaise. — Walter Crane (Londres) : L'idée socialiste comme nouvelle inspiration d'art. — Louis Roule (Toulouse) : L'exactitude des représentations de la vie dans l'art japonais (avec gravures). — Rodolphe Broda : Nouvelles tendances de l'art en Orient et en Occident (avec gravures). — P. Munch (Copenhague) : Réveil politique et économique des paysans au Danemarck. — Rev. Charles Strong (Melbourne) : La politique blanche en Australie. — Alexandre Schiavi : La Société « Umanitaria » de Milan. — Mary L. Katsin : Une Université populaire en Amérique. — Emile Vandervelde : La situation économique du Parti ouvrier belge. — H. Vambéry : L'Islam en marche vers la civilisation. — J. Tixerant : Le mouvement de protestation des viticulteurs. — Paul Scheerbart : Les habitants des planètes (avec gravures).

FÉVRIER 1908

Emile Vandervelde : Le Parlement belge et le Congo léopoldien. — L. Haden Guest (Londres) : Le conflit de la race blanche et de la race noire. — Paul Adam : les survivances et les accroissements dans la littérature française contemporaine. — Abbé Paul Naudet : Un an après la séparation. — Rodolphe Broda : L'avenir de la science sociale. — Engelbert Pernstorfer, membre du Reichsrat autrichien : L'avenir de l'Autriche. — Johs. Dalhoff (Copenhague) : Législation sociale au Danemarck. — Campos Lima (Lisbonne) : Le mouvement intellectuel au Portugal. — Ernst Broda : Le drame futur. — Carlos de Battle : La tendance sociale dans le roman espagnol contemporains. — Conrad Stein (Berlin) : L'affiche allemande. — Félix Regnault : L'art dans la photographie. — Etienne Michon : Lettre ouverte.

Enquête sur la Sociologie. — Réponses de MM. les professeurs Emile Durkheim (Paris); Alfred Fouillée, membre de l'Institut; René Worms; Georg Simmel (Berlin); Rudolf Stammler (Halle); Kurth Breysig (Berlin); Ferdinand Toennies (Kiel); Arvid Grotenfelt (Helsingfors); Dr Melchior Palagyi (Kolozsvar); Sir Francis Galton (Londres); V.-V. Brandford (Londres); Patrick Geddes (Edimbourg); Franklin H. Giddings (New-York); Lester F. Ward (Washington); Albion V. Small (Chicago), etc.

MARS 1908

Maxime Gorky : Le Cynisme. — Willian T. Stead (Londres) : Le dimanche anglais. — Paul Gohere (Berlin) : Le socialisme comme religion. — Arno Rentsch (Berlin) : Fidus (avec gravures). — Rodolphe Broda : La crise universelle des religions. — Dr E. Delbet : La diffusion du positivisme. — Charles Malato : Les Indiens sont esclaves au Mexique. — Joseph Mac Cabe (Londres) : La libre-pensée en Angleterre. — H. Dreyfus : Une nouvelle religion : Le Béhaïsme. D.-Alf. Agache : « La Schola Cantorum » et le développement musical en France.

AVRIL 1908

Angelo Vaz (Porto) : La vérité sur l'assassinat du roi de Portugal. — Hubert Lagardelle : Le syndicalisme. — Emile Boutroux (de l'Institut) : L'avenir de l'esprit religieux. — Professeur Vambéry : L'éveil des femmes mahométanes. — Dr Eifer : L'art dans les hôpitaux. — Rodolphe Broda : L'Université populaire à créer. — Nicolas Salmeron (ancien président de la République espagnole) : La politique marocaine de l'Espagne. — William Oualid (Alger) : La mentalité des indigènes d'Algérie. — Dr Hermann Hasse (Berlin) : La politique de colonisation du gouvernement prussien dans les districts polonais. — M. Banerjee (Calcutta) : L'éveil économique du Bengale. — Henri Dagan : Les Universités populaires. — M. Aas (Tromsoe) : Le Læstadianisme.

MAI 1908

Félicien Challaye : Pour les indigènes du Congo. — M. Castberg (Ministre de la Justice, Christiana) : La démocratie norvégienne. — Boris Kritschewky : Pensées de mai. — Henri Dagan : Psychologie des plaisirs populaires. — M. Davaiswami (Madras) : Pour la liberté de l'Inde. — Rodolphe Broda : L'avenir du prolétariat. — Georges Khroustaleff : Les embarras financiers de l'absolutisme et la 3e Douma. — S. Harrisson (Adélade, Australie) : Un membre du parti ouvrier, premier ministre. Ingram Bryan : L'éveil de la démocratie au Japon. — Ernest Broda (Vienne) : Les éléments religieux dans l'idéal évolutionniste.

EN VENTE

AUX BUREAUX DU " SOCIALISME "

15, Rue Visconti, 15

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

(Une brochure à 10 centimes)

contenant l'étude-préface de Charles Dumas, l'exposé de motifs et le projet de loi de Vincent Carlier, député des Bouches-du-Rhône.

Vente en gros : **6** *francs* le cent franco de port, contre mandat-poste adressé à l'administration du *Socialisme*.

Pour paraître prochainement :

La même brochure, complétée par l'étude des bilans des Compagnies d'assurances et du revenu du monopole.

Prix : **40** *centimes.*

Vente en gros à **30** *francs* le cent.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XIIe

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

HORLOGERIE

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli — PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE de haute précision

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

Nickel, 36 fr. Acier, 40 fr. Argent, 48 fr. Or, 190 fr.

MONTRES :

Nickel, 30 fr. Acier, 32 fr. Argent, 42 fr. Or, 150 fr.

Envoi franco aux abonnés du *Socialisme*

Grand Choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : **MARAUSSAN**

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.
Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. Cathala, agent commercial des V. L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux,** commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris,** qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500, un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquet de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin.
83, rue de Rambuteau, *et en présentant une bande d'abonné du* **" Socialisme "**

Le Gérant : MERCY.

La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XIIe
Administrateur-Délégué : L. MIOT.